



**AFRICAN
DEPARTMENT**



La Facilité élargie de crédit du FMI avec le Congo

OCTOBRE 2019

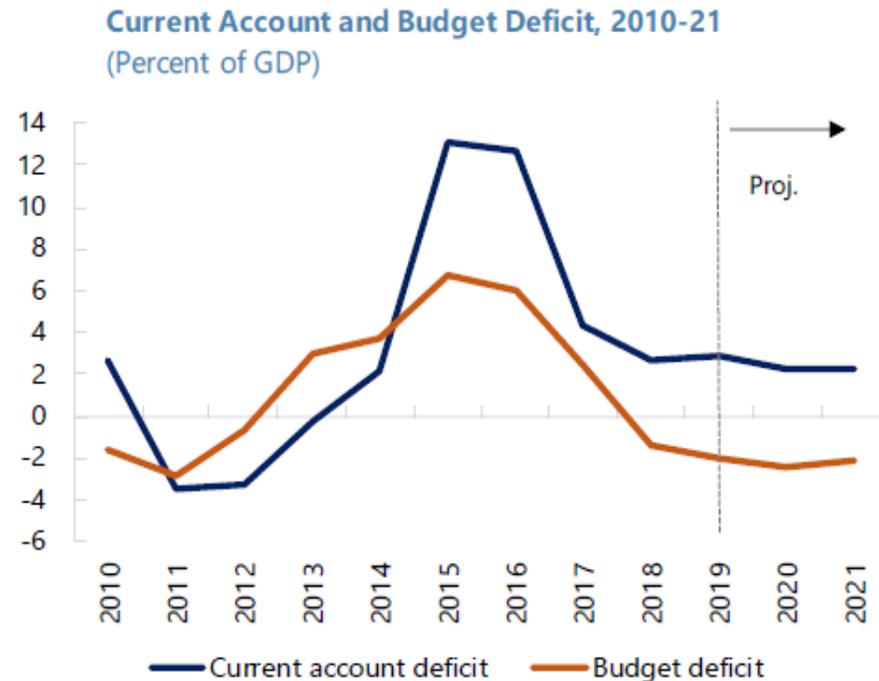
La mission du FMI auprès des pays en crise économique

- Le FMI offre des conseils et un appui financier pour remédier à un problème de balance des paiements

➤ Le Congo est dans une union monétaire à taux de change fixe



on regarde la situation de la balance des paiements régionale plutôt que nationale



Le Programme FEC FMI-Congo

- **Un programme de 3 ans : 2019-2022**
 - Montant en droits de tirage spéciaux (324 DTS i.e. 450 millions de \$)
 - Sept tranches semestrielles qui augmentent en valeur pendant l'exécution du programme
 - Pour débiter le programme, le FMI a versé 32 DTS i.e. 45 millions de \$
- **Les conditions financières du programme**
 - 5 ½ années de grâce, 10 ans de paiements, un taux d'intérêt à zéro jusqu'à 2021

Les Objectifs du programme FEC FMI-Congo

- **Définir les politiques visant à générer une croissance plus forte, y compris en finançant des programmes de protection des populations pauvres**
- **Maintenir la discipline budgétaire pour rétablir la viabilité de la dette**
- **Faire avancer les réformes structurelles pour améliorer la gouvernance et la transparence**

MPEF Tableau 1. République du Congo: Critères de Performances (CP) et Objectifs Indicatifs (OI)

 (Milliards de FCA, cumulatif depuis le début de l'année, sauf indications contraires)¹

	Type de critères	Fin Juin 2019 CP/OI	Fin Sept. 2019	Fin Dec 2019 CP/OI	Fin Mar 2020 OI	Fin Juin 2020 CP/OI
Plancher sur le solde primaire de base hors pétrole ²	CP	-125	-220	-413	-34	-116
Plafond pour le financement intérieur net du gouvernement central	CP	-48	-133	-315	201	-257
Plafond pour l'accumulation de nouveaux arriérés sur la dette extérieure contractée ou garantie par le gouvernement central ³	CP	0	0	0	0	0
Plafond pour les nouvelles dettes extérieures non-concessionnelles contractées ou garanties par le gouvernement central (millions de \$US) ^{3,4,5}	CP	0	0	0	0	0
Plafond pour les nouvelles dettes extérieures garanties par les livraisons futures de ressources naturelles et contractées par le gouvernement central ou pour son compte ^{3,4,5}	CP	0	0	0	0	0
Plancher sur les recettes non-pétrolières	OI	330	524	763	207	386
Plancher sur les dépenses sociales et de réduction de la pauvreté (y compris les arriérés)	OI	162	302	380	68	136
Plafond pour les décaissements sur prêts extérieurs liés à des projets d'investissement	OI	30	77	122	0	28
Plafond pour les nouvelles dettes extérieures concessionnelles contractées ou garanties par le gouvernement central ^{4,6}	OI	42	88	114	31	62
Pour mémoire:						
Remboursement des arriérés domestiques		0	35	176	42	84
Recettes provenant de la taxation des produits pétroliers		1	3	4	2	4
Recettes pétrolières ⁷		391	655	903	187	363
Recettes de privatisation		0	0	9	6	6
Assistance extérieure nette attendue ⁸		0	45	362	172	264
- Dons et prêts budgétaires		0	26	270	93	93
- Allègements de dette attendus des créanciers extérieurs		0	19	92	79	171
- Variation nette des arriérés "non-programme"		0	0	0	0	0
- Cumul des paiements apour le service courant de la dette extérieure dû après allègement de la dette		178	267	356	58	117

¹ Les critères de performance et objectifs indicatifs sont définies dans le PAT.

² Défini comme le total des recettes hors pétroles moins le total des dépenses publiques hors intérêts, transferts payés en pétrole brut et investissements financés par ressources extérieures.

³ Ces plafonds sont déterminés à zéro et seraient respectés de manière continue jusqu'à 2020.

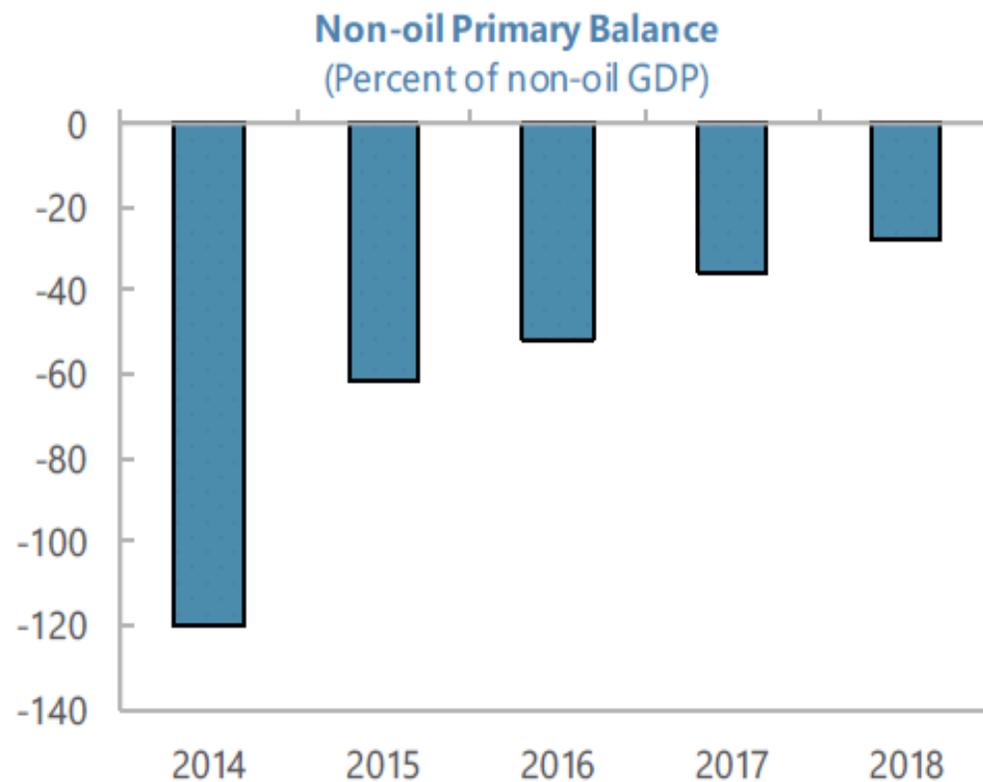
⁴ À l'exclusion des sources d'appui budgétaire identifiées dans le programme.

⁵ Excluant toutes les financements mentionnés au paragraphe 10 du PAT.

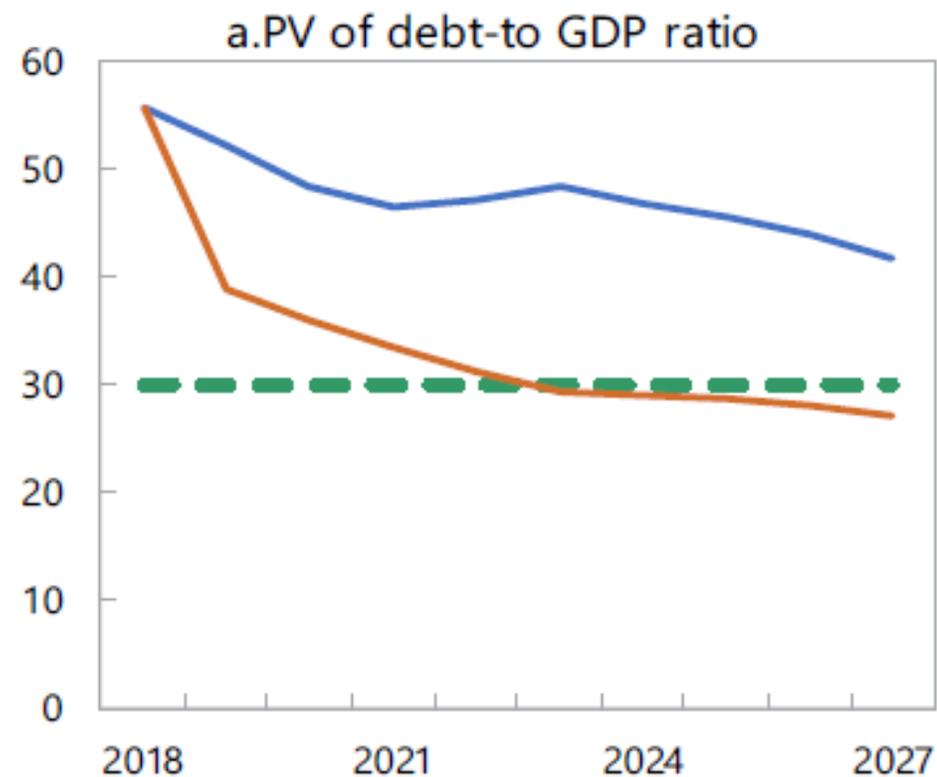
⁶ Sur une base contractuelle en conformité avec les règles de l'EMI en matière de limites à l'endettement (<http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2014/111414.pdf>)

La Soutenabilité de la politique fiscale

Il faut réduire le déficit primaire hors pétrole



Il faut avoir un accord avec les tradeurs qui réduit le stock de la dette



MPEF Tableau 2. République du Congo : Statut de la Liste Initiale des Réformes Structurelles (Fini)				
Soumettre au Parlement un rapport sur les contrats de préfinancement conclus par la SNPC et en cours à fin 2017	Fin Septembre 2018	Action Préalable	Améliorer la transparence et réduire la corruption	Exécuté
Soumettre au Parlement un rapport sur tous les projets mis en œuvre par le ministère des grands travaux entre 2014 et 2017.	Fin Septembre 2018	Action Préalable	Améliorer la transparence et la gouvernance ; protéger les ressources publiques.	Exécuté
Soumettre au Parlement un rapport sur les accords particuliers en vigueur entre l'Etat et les sociétés pétrolières, minières et forestières qui ont construit des infrastructures financées par des prélèvements en nature.	Fin Septembre 2018	Action Préalable	Améliorer la transparence et réduire la corruption	Exécuté
Publier sur le site web du gouvernement les tableaux de KPMG sur la réconciliation des flux pétroliers ; et un tableau avec tous les détenteurs de concessions minières, pétrolières et forestières.	Fin Septembre 2018	Action Préalable	Améliorer la transparence et la gouvernance ; protéger les ressources publiques.	Exécuté

MEFP Tableau 3. République du Congo - Repères Structurels Proposés ⁶

Repères Structurels Reportés	Date	Impact macroéconomique
Finalisation d'un nouveau rapport d'audit de la dette intérieure, incluant les exercices budgétaires 2017-18 et les arriérés associés à la DGGT	Fin Octobre 2019	Réduire l'incertitude et supporter le développement du secteur privé.
Adopter une stratégie de privatisation pour supporter le financement du programme.	Fin Septembre 2019	Créer un espace budgétaire
Approuver une structure révisée des prix des produits pétroliers avec des taxes plus élevées et un mécanisme d'ajustement automatique pour atteindre les projections de recettes additionnelles attendues des produits pétroliers.	Fin Octobre 2019	Augmenter les revenus de l'Etat
Etendre la couverture du programme de transferts monétaires de Lisungi comme décrit dans le paragraphe 31 du MEFP.	Fin Décembre 2019	Réduire la pauvreté et améliorer le capital humain.
Nouveaux Repères Structurels		
Adopter les décrets d'application de la loi établissant la Commission Anti-Corruption	Fin Septembre 2019	Réduire la corruption
Adopter les décrets d'application de la loi établissant la Commission sur la Transparence	Fin Septembre 2019	Améliorer la transparence et la gouvernance.
En consultation avec les services du FMI, soumettre au Parlement un amendement à la loi anti-corruption existante pour assurer la conformité avec les dispositions de l'UNCAC, y compris celles relatives à la criminalisation nationale de toute offense décrite dans le chapitre III	Fin Mars 2020	Améliorer la transparence et la gouvernance, protéger les ressources publiques
Certification par le Ministère des Finances et du Budget que toute loi, convention ou contrat offrant des exonérations de la réglementation des changes aux opérateurs pétroliers ont été transmis à la BEAC	Fin Septembre 2019	Soutenir la stratégie régionale de la CEMAC

Conclusions

- **L'appui du FMI est destiné à redresser le problème de BP du Congo dans le contexte de la stabilité régionale de la CEMAC**
- **L'appui au Congo représente la combinaison de financement et de discipline budgétaire**
- **Le programme protège les couches vulnérables par un plancher sur les dépenses sociales**
- **Le programme met beaucoup d'accent sur l'amélioration de la gouvernance en termes de transparence et de lutte contre la corruption**
- **Le risque pour la continuation du programme inclut la difficulté de trouver un accord avec les tradeurs sur la réduction de la dette.**

<https://www.imf.org/en/Countries/ResRep/COG>

Merci !